Appel à la mobilisation pour ce 11 novembre à La Roche-sur-Yon !

Le climat national et international est de plus en plus préoccupant. Marqué par le retour de guerres intenses (génocide en Palestine, guerre en Ukraine et tous les conflits invisibilisés à travers le monde), la question du réarmement occupe une place centrale dans la politique actuelle de l'État, qui vient encourager la jeunesse à s'engager au travers de projets d'embrigadements militaristes massivement financés au détriment de l'école, du soutien à l'éducation populaire, de la santé, et de tous les services publics.

La guerre n'est jamais une solution, mais un instrument pour perpétuer la domination. Elle renforce les oppressions patriarcales sur des pans entiers de la population.
Aujourd'hui, 80% des victimes des conflits en cours sont des civils, victimes de drones, bombardements, mines anti-personnel, tortures, viols comme arme de guerre, esclavage sexuel, déplacements forcés, kidnappings d'enfants, etc.

Ce virage militariste est bien sûr aussi économique avec les usines d'armement et l'utilisation massive du nucléaire. Le complexe militaro-industriel assure la militarisation de toute la société, imposant pauvreté, faim, saccage de l'environnement, perpétuant colonialisme et esclavage, érigeant des apartheids par des zones militarisées et des murs frontaliers, renforçant les violences à l'encontre des personnes et minorisé-es de genre : pour l'enrichissement de grandes entreprises !

Le capitalisme fait des profits, les services publics sont détruits.

A La Roche-sur-Yon, s'organisent deux journées contre la guerre les 10 et 11 novembre, avec conférences et manifestations pour réaffirmer une opposition claire au réarmement et au virage autoritaire et militariste en cours.
Pour réclamer le droit à l'objection de conscience pour tou·tes dans le cadre du travail, dans les espaces publics. Nous réaffirmons notre insoumission à l'armée, à la société autoritaire !

La Vendée n'est en effet pas épargnée par la militarisation de la société. C'est le maire de droite extrême de Talmont-Saint-Hilaire, Maxence de Rugy, qui a instauré le passeport du civisme, imposant un discours guerrier, une vision nationaliste er révisionniste des guerres mondiales et coloniales à de jeunes enfants d'une dizaine d'année. Passeport mélangeant également l'apprentissage de symboles patriotiques avec l'entrée de policiers ou militaires en armes au sein-même des classes ; ou même mélangeant lors d'un spectacle en l'honneur du passeport, une histoire fantasmée par l'extrême droite avec des agents du GIGN apportant un drapeau en hélicoptère au ministre de l'intérieur. C'est ce même maire qui a fait le buzz en voulant imposer aux écoles publiques de sa commune le port de l'uniforme pour les élèves.

Pour arrêter les guerres et éviter la catastrophe globale, l'urgence pacifiste et antimilitariste exige de faire front ensemble ; c'est pourquoi nous lançons cet appel à se mobiliser collectivement pour ce 11 novembre.

Rendez-vous le 11/11 à 13h30 place Simone Veil à la Roche-sur-Yon pour une manifestation !

Puis après la manif' rendez-vous à la Bourse du travail de La Roche avec au programme, causerie, table de presse antimilitariste et moment convivial !

Pour une société débarrassée à jamais du spectre de la guerre,
semons la paix et la justice sociale !

A propos de l'ICES, Philippe de Villiers disait dans une interview de la chaîne Youtube d'extrême-droite Le Salon Beige en juillet 2021, que pour lui, c'est « une école de civilisation », que les étudiant·es auraient pour mission de « sauver ». Un institut en opposition à « l'effondrement intellectuel de l'université française » représenté, selon lui, par « le militantisme décolonial, l'intersectionnalité et le féminisme ». Voilà, il le dit lui-même, ça va bien plus loin que l'enseignement de cursus universitaires.

Retour vers le passé : Avant que De Villiers ne devienne président du Conseil départemental de Vendée, de 1988 à 2010, il avait été acté que la collectivité prendrait en partie à sa charge le développement d'un centre universitaire départemental public, 50% de l'investissement et du fonctionnement, à La Roche-sur-Yon, préfecture du département.
Après son arrivée au Conseil départemental, De Villiers reprend à son compte cet engagement mais… demande en retour à ce qu'il puisse créer un institut catholique dans la même ville, faisant concurrence à l'Université Catholique de l'Ouest à Angers, mais on le sait, sur une ligne bien plus réactionnaire.

Et voilà, avec l'aide du diocèse de Vendée, comment celui qui tenait les cordons de la bourse départementale à imposer l'ICES. La volonté de De Villiers et celles de ses prédécesseurs au Conseil départemental, comme Bruno Retailleau et Alain Leboeuf, à financer massivement le privé aux dépens du public est idéologique, anti-laïque et anti-républicain.

Rappelons que l'ICES touche des millions d'euros des collectivités publiques. Cette année, Luc Bouard, maire de La Roche-sur-Yon, augmente d'année en année la subvention, pour en arriver à 195 000 euros. La région Pays de la Loire de madame Christelle Morançais, a donné 900 000 euros, et le Conseil départemental de Vendée de monsieur Alain Leboeuf a donné 2 300 000 euros pendant que les collèges sont à l'os. Rappelons aussi, il faut le savoir, que les collectivités territoriales n'ont aucune obligation de financer l'enseignement supérieur privé. C'est donc par idéologie que ces collectivités publiques financent la fac privée ICES. Un scandale !

Comme dans les pourtant honnies universités américaines, l'ICES incite ses étudiant·es à porter un sweat-shirt à effigie de la fac, une sorte d'uniformisation. De Villiers et les directions successives ont en tête de faire des leurs étudiant·es une armée qui porterait les valeurs de l'ICES : catholique, élitiste, réactionnaire. Les croisés sont de retour !

Tous les ans, la propagande des groupuscules implantés à l'ICES, Action française, Manif pour tous, Cocarde, UNI, souillent les rues de La Roche et ailleurs : autocollants racistes, affiches anti-avortement, tags royalistes, etc. Toute l'année, les étudiant·es de l'ICES se retrouvent dans des conférences, des soirées, qui finissent dans l'alcool et parfois la violence. Combien d'agressions racistes et homophobes ? Depuis 1990, l'ICES a de nombreuses fois défrayée la chronique, mais combien d'histoires ne sont pas connues ? L'insécurité c'est eux !

L'idéologie réactionnaire inculquée par de nombreux·ses professeur·es ouvertement d'extrême-droite, favorisent ces groupuscules, les incitent à passer à l'action, donc à la violence.

L'ICES doit être rasée !

Nous le ferons nous-mêmes, sans argent, avec plaisir, avec joie !
Sur les ruines, nous bâtirons des lieux communs, ouvert à tous·tes, et nous nous débarrasserons des gravats comme des idéaux rances portées par l'ICES et De Villiers.

L'ICES doit être rasée !

Il y a plus d'un an déjà, le ministre de l'intérieur Retailleau l'assénait : « L'ordre, l'ordre, l'ordre ». Avant lui, la très macronienne ministre de l'éducation Genetet voulait inspirer la jeunesse par « la souffrance, la discipline et les rites ». Et Macron lui-même parlait de « réarmement démographique ».
Cette militarisation du discours s'est accompagnée d'actes.

La militarisation de la jeunesse débute dès l'école primaire où le passeport du civisme financé par Stérin est imposé à de plus en plus d'école. Celui-ci permet d'habituer des enfants d'une dizaine d'années à : participer à des commémorations patriotiques, être confronté·es à des policier·ères et militaires en uniforme et en arme dans leur classe, côtoyer le drapeau et l'hymne national, uniformiser leur tenue pour participer à un spectacle révisionniste…
Au collège, les classes défense et sécurité globales pullulent et imposent à des élèves n'ayant pas choisi d'orientation particulière des « projets » en lien avec des unités militaires.
Au lycée, outre les filières « métiers de la sécurité », les événements autour de l'orientation laissent la part belle au recrutement dans les armées avec une convention de partenariat entre les établissements du secondaire avec les Centre d'Information et de Recrutement des Forces Armées (CIRFA).
Entre 16 et 25 ans, toute la jeunesse subit la propagande militariste lors de la journée de défense et citoyenneté. Dispositif que Macron a voulu revisiter pour le militariser dès 2026.
Le SNU, stage nationaliste en uniforme où se côtoyaient maniement des armes et obéissance aveugle, a été annulé à cause de son coût, prélevé sur le budget de l'éducation bien sûr. Mais le pouvoir en place souhaite le remplacer par un service militaire volontaire dès 2026 également. Si celui-ci venait à être lié au dispositif de sélection de parcoursup' comme l'a été le SNU, son aspect « volontaire » deviendrait de la poudre aux yeux.
Nous avons donc là toute une chaîne de propagande, de l'école primaire aux écoles militaires, permettant à l'état d'endoctriner plus de 15 000 jeunes par an, afin d'en faire des forces de répressions dociles et peu regardantes sur les violences à l'encontre du peuple, où, le cas échéant, de la bonne chair à canon à sacrifier sur l'autel du capital transnational.

C'est pourquoi nous devons lutter contre cette militarisation de la jeunesse et continuer de dénoncer les discours va-t-en-guerre des dirigeant·es.

Texte écrit par Emancipation

Le 11 novembre est chaque année l'occasion de rappeler la lutte pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, et l'engagement, entre autres, des institutrices et instituteurs pacifistes durant la Première Guerre mondiale, qui furent sévèrement sanctionné.es. Elle intervient dans un contexte où le capitalisme en crise alimente les guerres et soutient les extrêmes droites pour maintenir sa domination. Les discours bellicistes se multiplient, la propagande militariste s'intensifie, ciblant particulièrement les jeunes. Elle pénètre l'Éducation Nationale par de multiples canaux : les divers dispositifs, issus des nombreux protocoles Armée-Éducation Nationale signés depuis 1982 et qu'il faudrait abroger, mais aussi via les programmes d'histoire, d'Éducation Morale et Civique et l'orientation des élèves au collège et au lycée. Elle se développe aussi dans l'espace public : campagnes d'affichage pour le recrutement, publicités à la télévision, présentations d'armements à l'occasion de forums, etc.

Le SNU avait pour objectif de démultiplier cette propagande. Il n'a jamais rencontré le succès dont rêvait Macron. Les collectifs NON au SNU qui se sont créés un peu partout en France ont contribué à cet échec. Aujourd'hui, le SNU est abandonné, mais il est question d'y substituer un service militaire volontaire, et le Rassemblement National a tout récemment déclaré qu'il voulait rétablir le service militaire obligatoire.

On n'oublie pas non plus la Loi de Programmation Militaire, votée en août 2023, qui planifie une augmentation sans précédent du budget militaire de 2024 à 2030 : 413 milliards d'Euros sur 6 ans, dont 57 milliards pour l'année 2026.

Pour Émancipation 17, tendance intersyndicale, il faut développer les campagnes pacifistes et antimilitaristes, créer le débat parmi les enseignant.es et dans l'opinion publique, non seulement pour dénoncer la militarisation de la société, mais aussi pour promouvoir une véritable éducation à la paix, faire la place dans les programmes scolaires à l'histoire des mouvements pacifistes et des luttes anti militaristes, militer pour l'objection de conscience et sa reconnaissance par un statut.

Cela peut se faire notamment par le renforcement des collectifs contre la militarisation de la jeunesse là où ils existent déjà, et qui ont succédé aux collectifs NON au SNU, ou par la création de nouveaux collectifs.

Texte écrit par le groupe Henri Laborit

Nous avons voulu terminer cette manifestation antimilitariste sous cette statue qui est la honte du Bas Poitou.

Napoléon était un dictateur sanguinaire.

Il a mis en place un code civil mettant les femmes sous la tutelle d'un mari, les mettant ainsi toute leur vie sous la dépendance financière d'un homme et dans un statut de minorité.
Son code pénal a été encore plus loin en légalisant les féminicides en cas d'adultère.

Il a rétabli l'esclavage en 1802 pourtant aboli depuis 1794, afin d'exploiter au maximum les ressources des colonies françaises, tout en matant dans la plus grande violence les rebellions comme à Haïti ou en Guadeloupe.

Mais c'est aussi un homme de guerre qui a livré personnellement 86 batailles lors de ses guerres d'expansion. Guerres qui ont plongé l'Europe dans des conflits meurtriers incessants durant plus de 13 années et dont le macabre bilan peut être ainsi détaillé :
- plus d'un million de morts côté français,
- plus de 2 millions de morts dans le reste de l'Europe,
- un nombre incalculable de mutilé·es et de viols de guerre,
- 60 à 80 % des dépenses de l'état destinées au secteur militaire,
- une alliance des pays frontaliers contre la France.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons voulu aujourd'hui débaptiser cette place dont le nom n'est qu'horreur et désolation pour lui en attribuer un autre conforme à nos valeurs internationalistes, pacifistes et féministes.

Texte écrit par le groupe Henri Laborit

Jane Morand

(Jeanne Françoise Morand)

Fille d'un terrassier anarchosyndicaliste, Jeanne Françoise Morand est née en 1887, en plein dans ce que l'on appelait « la Belle époque ».
Couturière en Saône-et-Loire, elle monte à Paris à 18 ans et côtoie les milieux libertaires et anarcha-féministes, et participe aux Causeries populaires anarchistes.
Militante très active, elle est arrêtée de nombreuses fois par la police : troubles à l'ordre public, collage d'affiches, outrages, voies de fait et rébellion, participation à des manifestations interdites…
Le Maitron dit même que « *combative, elle n'hésite pas à mordre et griffer les agents qui tentent de l'interpeller*. »
Elle s'installe au siège du journal « L'anarchie » d'Albert Libertad et lui succède à la gérance de l'hebdomadaire.
En 1914, elle fuit en Espagne avec son compagnon, mais revient dès 1915 en France pour faire de la propagande antimilitariste et aider les anarchistes qui voulaient éviter l'incorporation dans l'armée et les champs de bataille. Elle prolonge son action antimilitariste en Espagne, mais en est expulsée pour propagande anarchiste.
C'est en 1920 qu'elle est condamnée à la prison à perpétuité pour avoir pratiqué l'IA, l'intelligence antimilitariste que les tribunaux appellent « *intelligence avec l'ennemi* ».
Elle se constitue prisonnière en 1922 et lutte contre son emprisonnement, aidée en particulier par son beau-frère Louis Lecoin. Sa peine est ramenée à 5 ans de prison et à dix ans d'interdiction de séjour pour appel à la désertion. Au tribunal qui l'accusait d'être une antipatriote, elle répond : *«Empêcher la mort de jeunes Français est un acte plus patriotique que de les y envoyer.»*
Après deux grèves de la faim, elle bénéficie d'une grâce et obtient sa libération en août 1924.
A partir de 1932, sa vie se poursuit d'une triste manière, en instituts de soins, dans la misère, où elle montre des signes de troubles mentaux. Elle décède en 1969.

Nous lui rendons hommage pour son combat antimilitariste, féministe et anticolonial.
De nombreux jeunes ont échappé à la mort au champ de bataille grâce à son action.

Pour terminer, quelques mots de Louis Lecoin, qui résument bien la vie de Jane :

« *Ce qu'il faut, c'est de n'abandonner jamais !*
C'est de n'être pas des neutres assagis lorsque les événements requièrent une activité de tous, à chaque instant.
C'est agir sans cesse.
Car si l'inaction est parfois de la sagesse, elle est souvent de la lâcheté, et presque toujours une faute. »

Sources : Le Maitron – Dictionnaire des anarchistes

MORAND Jeanne, Françoise, dite Jane [Dictionnaire des anarchistes]